

Avertissement !! Étant donné que le tract est pour le 24 août, il risque de devoir être modifié si un gouvernement est nommé avant.



28e anniversaire de l'expulsion violente des Sans-papiers de l'église St-Bernard en 1996 : on n'oublie pas !!

Samedi 24 août 2024, 15h00
métro Couronnes
jusqu'à l'église St-Bernard

Le 18 mars 1996 1996, à Paris, 350 personnes (hommes, femmes et enfants) en situation irrégulière sortent en pleine lumière. Ils et elles occupent des églises, des gymnases, un entrepôt de la SNCF pour obtenir leurs papiers. Le 28 juin, l'église Saint-Bernard est occupée. Dix Sans-papiers commencent une grève de la faim.

Le 23 août 1996, la police évacue l'Église Saint-Bernard en défonçant la porte à coups de hache pour déloger les dix grévistes de la faim et les familles qui y campaient depuis plus de 50 jours.

Depuis 28 ans, les Sans-papiers organisés en collectifs, continuent de lutter en organisant des occupations, des marches, des grèves. Comme chaque année, nous appelons tous les Sans-papiers, tous les soutiens à commémorer cet événement devant l'église St Bernard.

Vingt-huit ans après, les Sans-Papiers vivent toujours dans les mêmes conditions précaires. Pourtant, ce sont bien les Sans-papiers qui permettent la vie sociale et économique de ce pays.

Nous travaillons dans tous les secteurs non délocalisables : nous livrons les repas, gardons les enfants ou leurs grands-parents, nous faisons le nettoyage chez eux ou dans les entreprises, nous construisons les bâtiments publics, les routes, les stades, faisons la plonge dans les restaurants, ramassons les fruits et les légumes, nous assurons la sécurité, nous trions les colis... C'est nous qui avons assuré le lien social pendant toute la période des confinements. Rappelez-vous ! On nous appelait les premiers de corvée.

Et **le 30 mai 2020**, à la fin du confinement, c'est encore nous, des milliers de Sans-Papiers et de soutiens qui avons manifesté à Opéra, à République, à Montreuil et avons rétabli le droit de manifester que le gouvernement de Macron cherchait à interdire.

Quel que soit le Premier ministre, battons-nous pour nos papiers !!

Aujourd'hui, un gouvernement soi-disant démissionnaire continue à diriger le pays et à faire obstacle à notre régularisation. Apparemment, la régularisation des demandeurs ne fait pas partie des affaires courantes. Les préfectures restent fermées et ne se pressent pas pour délivrer les titres. Cette situation où un gouvernement

Quelques heures avant que le gouvernement soit démissionnaire, Darmanin a fait publier dans la précipitation des **décrets d'application** qui aggravent l'accueil et le séjour des étrangers. Le plus remarquable est la signature imposée au demandeur de titre de séjour d'un contrat républicain où il s'engage à être irréprochable vis-à-vis des symboles de la France, à respecter la laïcité etc...

illégitime et soi-disant démissionnaire continue de gouverner risque de durer.

Demain, Macron qui a semé le chaos dans le pays va tenter une grande alliance avec la droite. Quel sera le ciment de ces forces ? Ils n'ont rien à proposer à ceux qui les ont élus, si ce n'est une nouvelle réduction des droits à la retraite, des allocations chômage ou logement, des droits à la santé ou à l'éducation. Qu'est-ce qui leur reste ? C'est de dire du mal des immigrés. Nous serions délinquants voire terroristes, profiteurs et envahisseurs. Un tel gouvernement continuera à s'appuyer sur le racisme et à le développer dans la société française. Il continuera à réprimer les jeunes des quartiers populaires et préparera l'arrivée au



pouvoir du Rassemblement National. Ces gouvernements seront des gouvernements de combat contre nous, mais aussi contre tous les travailleurs.

Et la gauche ? Elle s'est reconstituée politiquement dans la lutte des retraites et contre la loi Asile-Immigration. Elle a trouvé dans nos rassemblements et nos manifs le dynamisme pour s'unir dans l'opposition à Darmanin et Borne. Pourtant, dans la rédaction de sa base d'unité, nous avons été repoussés en fin de programme sous le titre « Un accueil digne ». Mais ce n'est pas simplement un problème d'accueil, c'est un problème de travail et d'égalité des droits. Depuis des années, les patrons, avec l'appui des gouvernements successifs ont piloté la dégradation des conditions de travail et de salaire en s'appuyant sur la sous-traitance, sur l'intérim et sur notre absence de papiers. Tant que ces systèmes de surexploitation existeront, en particulier tant que nous serons sans-papiers, le SMIC n'augmentera pas. Les travailleuses et les travailleurs n'auront pas le rapport de force pour se faire respecter.

La régularisation des sans-papiers avec une carte pérenne n'est pas simplement un choix humaniste. C'est une nécessité pour empêcher les patrons de dégrader encore les conditions d'existence de tous les travailleurs, de toutes les travailleuses.

Les travailleurs avec papiers ont besoin que les sans-papiers aient des papiers. Il faut assécher le marché des 700 000 travailleurs sans-papiers où des patrons voyous viennent se servir, pendant que d'autres patrons font semblant de ne pas le savoir et utilisent les services de ces entreprises. Il faut absolument une régularisation globale de tous les sans-papiers. Les travailleurs bien sûr, mais aussi les réfugiés, les scolaires, les mineurs. Toutes et tous sont travailleuses et travailleurs ou bien le seront.

Travailleuses, travailleurs avec papiers, quel que soit le gouvernement qui sera nommé, battez-vous avec nous pour abroger toutes les mesures de ces dernières années sur les retraites, le logement, le chômage, le Code du travail, mais aussi pour une

Adresse à un gouvernement de gauche

L'"accueil digne", c'est quelque chose qui est prévu pour plus tard. Et comme il n'est pas certain qu'un gouvernement Front Populaire dure plus de quelques semaines, cela risque de rester lettre morte.

Nous réclamons, sans attendre le 100e jour, l'abrogation immédiate des décrets qui durcissent les conditions d'existence des Sans-papiers et de l'ensemble des immigrés, des consignes de régularisation aux préfectures pour l'ensemble des Sans-papiers mobilisés, l'ouverture des guichets aux demandeurs, la fin de l'obligation de passer par internet, la fin des contrôles tatillons lors des renouvellements, la délivrance des cartes déjà fabriquées au lieu qu'elles pourrissent dans les bacs, le remplacement des titres de séjour précaires par une carte de dix ans renouvelable de plein droit.

Régularisation globale de tous les sans-papiers

par une carte de dix ans

Égalité des droits

Accès au logement et aux études pour les mineurs isolés

Abrogation de la loi Darmanin et de toutes les lois racistes

Fermeture des Centres de rétention

Dissolution de Frontex

N'attendons pas de bonnes nouvelles tombées d'en haut. Quel que soit le Premier ministre demain, un grand mouvement doit se lever. Nous n'obtiendrons que ce pour quoi nous lutterons. Ensemble nous pourrons gagner.

Français.e.s-Immigré.e.s : Solidarité !

À l'appel de l'Intercollectif (Coordination Sans-Papiers 75, CTSP Vitry, CSPM, CSP 17e, CSP 93, Gilets Noirs) ; Collectif des Jeunes du Parc de Belleville

Soutenu par : 100 pour 1 Surgères, ACORT, ACTIT, Adelphicité, AFJD, Ah Bienvenue Clandestin•es ! Antiracismes 94, ASAP, ASTI Petit Quevilly, ATMF, ATTAC, CAD, CEE Pariss 8, Cercle Bilal Al-Habashi, CIBELE, CIMADE, CIVCR, CNFAL, Collectif des Musulmans Anticapitalistes, Collectif Réfugiés du Vaucluse, Coord. Nat. Pas sans Nous, COPAF, CORENS, Coudes à coudes, CSP76, DAL, DNSI 67 et 86, ENSEMBLE, Ensemble pour un Toit 70, ETP-Pays dacquois, EVA, FASTI, Fédération Etorquinekin-Diakité, Femmes Égalité, Femmes Plurielles, Fondation Frantz Fanon, Fontenay-Diversité, FSU, FTCT, FUIQP, GISTI, Hero.ïnes 95, LDH sections d'Auxerre, Besançon, EHESS, Evreux, Paris 20, Pau 64, et Pays Rochefortais, Les Inverti.e.s, Marche des Solidarités, Migrants 17, MIRA, Mouvement de la Paix, MRAP 75, MRAP 84, OCL, PCOF, PEPS, RAAR, Relève Féministe, REMCC, Réseau Féministe "Ruptures", Réseau Hospitalité Vaucluse, RESF, Rosmerta d'Avignon 84, Roya citoyenne, SDAS FO 35, UD Solidaires Paris, 93 et 94, Solidaires IDF, Solidarités Asie France, Sovkipeu 51, SUD éducation 75, UJFP, Union Syndicale Solidaires, Utopia 56, VESMT (37)